SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE
D'INITIATIVES
AGRO-ALIMENTAIRES

Rapport annuel

1985-1986

10 ans

SOQUIA

86-06602/

Table des matières

Faits saillants des cinq dernières années 1

Lettre du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation au président de l'Assemblée nationale 2

Lettre du président de SOQUIA au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec 3

Tableau des filiales et participations 4

Conseil d'administration et direction 5

Rapport du président 6

Filiales 10

Rapport du Vérificateur général 15

États financiers 1985-1986 16

Dépôt légal —
Bibliothèque nationale du Québec

Faits saillants des cinq dernières années

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)	1982	1983	1984	1985	**1986**
Revenus de placements	3 928	3 234	3 274	5 454	**42 607**[1]
Bénéfice avant provision pour pertes	2 696	2 064	1 900	4 025	**40 874**
Provision pour pertes	3 685	11 515	2 691	4 743	**5 811**
Acquisitions de placements en cours d'années[2]	7 462	8 995	8 628	8 357	**6 134**
Valeur des placements au 31 mars[3]	33 256	31 272	37 402	38 469	**27 383**
— C.D.M.V. Inc.					
ventes biens et services	14 052	16 334	20 711	24 601	**29 007**
bénéfice net	47	313	653	949	**1 157**
— Usine de congélation de Saint-Bruno Inc.					
ventes et biens et services	1 105	1 008	875	901	**1 188**
bénéfice (déficit) net	9	257	153	137	**235**
— C.I.A.Q. Inc.					
ventes biens et services	3 362[4]	5 953	6 691	8 520	**10 817**
bénéfice net	303	108	169	1 748	**3 454**
— Société québécoise des pêches					
ventes biens et services	—	—	1	228	**53**
bénéfice net (perte nette)	—	—	(124)	(163)	**(370)**
— Bio-Agral					
ventes biens et services	—	—	—	—	**6**
bénéfice net (perte nette)	—	—	—	(200)	**(240)**
Valeur des filiales au 31 mars[5]	10 175	10 654	11 597	16 822	**21 574**
Bénéfice (déficit) net	(757)	(8 773)	59	1 753	**39 300**
Valeur des placements au 31 mars	43 431	42 026	48 999	55 291	**48 957**
Avoir de l'actionnaire	45 164	41 391	47 850	55 004	**61 304**

(1) Comprend un gain de 37.4 $ millions relatif à la vente d'un placement coté en bourse.
(2) Regroupe l'ensemble des placements effectués sous forme de capital-actions ordinaires et privilégiées, de prêts et de débentures.
(3) À la valeur d'acquisition, déduction faite de la provision pour pertes sur placements.
(4) Exercice financier de huit (8) mois.
(5) À la valeur de consolidation, c'est-à-dire, le surplus d'apport et la valeur des actifs cédés à titre gratuit par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, redressée des bénéfices accumulés.

Monsieur Pierre Lorrain
Président
Assemblée nationale du Québec
Québec (Québec)

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

Veuillez agréer, monsieur le président, mes salutations les meilleures.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

MICHEL PAGÉ

Monsieur Michel Pagé
Ministre de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation
200-A, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)

Monsieur le ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 18 de la Loi créant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (Lois refondues du Québec c.S-21), j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport d'activités de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

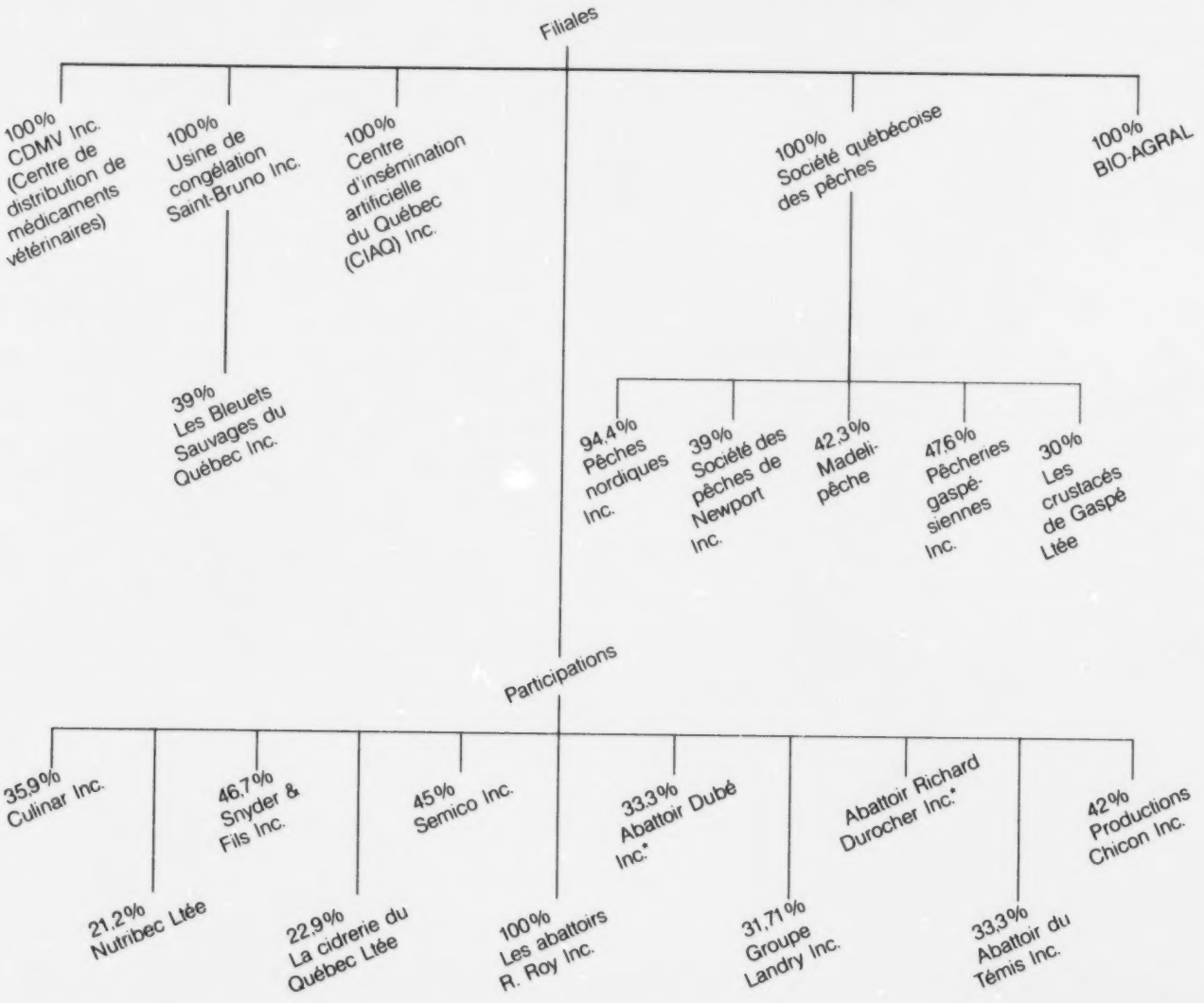
Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président

André Marier

ANDRÉ MARIER

Tableau des filiales et participations



(*) Soquia agit dans ces dossiers comme mandataire du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président	**ANDRÉ MARIER** Président de Soquia
Vice-président	**TERRENCE GRIFFIN** Directeur général de Soquia
Administrateur	**GHISLAIN LEBLOND**[1] Sous-ministre Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Administrateur	**LÉO-JACQUES MARQUIS** Producteur agricole et conseiller en administration
Administrateur	**JACQUES OUELLET** Président Morneau & Thibodeau Inc.
Administrateur	**ROBERT VACHON** Président du conseil d'administration Le Groupe Christie Ltée

DIRECTION

Président	**ANDRÉ MARIER**
Vice-président et directeur général	**TERRENCE GRIFFIN**
Directeur général adjoint	**MICHEL R. SAINT-PIERRE**

(1) M. Leblond a remplacé M. Pierre P. Tellier en cours d'exercice. Le conseil d'administration de Soquia témoigne de sa reconnaissance à monsieur Tellier pour ses contributions aux travaux du conseil au cours des dernières années.

Rapport du président

Pour la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, l'exercice financier terminé le 31 mars 1986 constituait une étape importante car il s'agissait de sa dixième année d'activités au service de l'industrie agro-alimentaire. C'est en effet au début de 1976 qu'était constituée Soquia avec mandat de contribuer au développement de cet important secteur de la vie économique québécoise.

Il convient donc, en cette occasion, de faire une brève rétrospective de ces dix dernières années qui ont marqué profondément l'économie québécoise, à commencer par son secteur agro-alimentaire.

Au plan de l'économie, le Québec, comme l'ensemble des nations industrialisées, a connu ces dix dernières années trois importantes phases d'évolution. Il y eut d'abord la fin d'une période de grande croissance économique marquée sous le signe de l'inflation galopante. Cette conjoncture, un peu débridée, fut néanmoins favorable au développement des entreprises malgré des structures financières souvent fragiles. Ultérieurement d'ailleurs, plusieurs ne résisteront pas à un ralentissement de rythme. Suivirent en effet trois années de récession, accompagnées d'une escalade des taux d'intérêts, qui seront l'occasion d'une remise en question de bien des théories sur le développement économique. Enfin, la reprise économique est survenue, marquée sous le signe de la prudence et d'un retour aux valeurs fondamentales (v.g.: productivité, rationalisation, équilibres financiers). Il s'agit de la situation qui prévaut encore aujourd'hui.

Les activités de Soquia, de même que ses résultats financiers, furent influencés directement par ces grands courants économiques compte tenu qu'elle s'était associée, dès sa création, à des entreprises jeunes qui désiraient profiter d'une conjoncture, en apparence favorable, pour se développer rapidement.

Parallèlement, cette décennie fut aussi caractérisée par la montée dans l'économie agro-alimentaire québécoise d'une nouvelle génération de chefs de file qui font maintenant sentir leur présence aussi bien ici qu'à l'extérieur du Québec. Dans le domaine de la distribution alimentaire, ces leaders provoquèrent des fusions et des regroupements qui donnèrent naissance à quelques géants comme Provigo Inc. et Métro-Richelieu. Dans le domaine de la transformation, ce fut la prise en main de plusieurs des sous-secteurs (v.g.: industrie laitière, viandes, fruits et légumes) par quelques entreprises dynamiques et maintenant en bonne position pour amorcer un nouveau cycle de développement axé sur les produits à plus grande valeur ajoutée et sur la conquête des marchés extérieurs. C'est à ce niveau que l'intervention de Soquia s'est particulièrement fait sentir. La Société a, en effet, appuyé de ses ressources financières et administratives plusieurs de ces nouveaux chefs de file de notre industrie agro-alimentaire.

FAITS SAILLANTS 1985-1986

Au cours de l'exercice financier écoulé, Soquia s'est livrée à deux types d'exercices. D'une part, elle a accru sa participation financière dans plusieurs entreprises associées pour leur permettre de poursuivre leur développement ou de faire face à diverses difficultés. D'autre part, elle s'est retirée de deux entreprises agro-alimentaires, estimant qu'elle y avait rempli son mandat.

Provigo Inc.

L'action la plus spectaculaire fut, sans contredit, la vente d'un important bloc d'actions que détenait Soquia dans Provigo Inc., le géant de l'alimentation. Ces actions avaient été achetées au début des années 1980 afin de consolider la propriété québécoise de cette entreprise, que le gouvernement du Québec jugeait d'une importance stratégique de maintenir. La Société avait alors investi une somme d'environ 12 $ millions pour 7,5% du capital de Provigo Inc. Au cours des années subséquentes, cette part était baissée à 6,24% par suite de l'effet combiné de nouvelles émissions de l'entreprise et de la vente d'un petit bloc d'actions par Soquia.

Cette transaction procura à Soquia un bénéfice exceptionnel de 37,4 $ millions, ce qui lui a permis de verser au gouvernement du Québec, son actionnaire unique, un dividende de 37 $ millions. Il s'agissait en l'occurrence du premier dividende versé par la Société depuis sa création. Celui-ci représente néanmoins une somme appréciable en regard des mises de fonds directes ou indirectes du gouvernement dans la Société qui se sont élevées à 65,3 $ millions au cours de cette même période.

Les Aliments Da Vinci Ltée

Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication de pizzas et de charcuterie italienne, a également racheté, au cours de la dernière année, la participation de 28,6% que détenait Soquia depuis 1981. La Société était intervenue dans celle-ci afin de lui permettre de traverser une conjoncture difficile qui suivait la réalisation d'une expansion majeure. L'entreprise s'étant bien relevée de cette situation et ayant atteint un bon niveau de rentabilité, la Société estimait conforme à son mandat de se retirer. Elle réalise par cette transaction un bénéfice net de 75 000 $ équivalant à un rendement annuel composé de 13,25%.

Groupe Landry Inc.

En juin 1985, Soquia a de nouveau prêté assistance à cette entreprise à laquelle elle était associée depuis un an, afin de lui permettre de mener à bien une restructuration financière et administrative amorcée au cours de l'automne 1984. Sa mise de fonds additionnelle fut de 875 000 $ sous forme d'un prêt convertible en actions ordinaires. Groupe Landry Inc. est la plus importante entreprise de distribution alimentaire desservant le secteur institutionnel (hôtels, restaurants, institutions) au Québec. Ses filiales, situées à Montréal, Québec et Sherbrooke, couvrent la plus grande partie du territoire québécois. Soquia y détient une participation de 31,7%.

Les Productions Chicon Inc.

Au début de l'exercice 1985-1986, Soquia a également accru sa participation dans Les Productions Chicon Inc., le plus important producteur d'endives d'Amérique du Nord. Ce nouvel apport financier et le rôle actif de son personnel dans la gestion de l'entreprise soulignent l'appui qu'apporte Soquia à une production horticole offrant d'excellentes perspectives de diversification pour le Québec. Les Productions Chicon Inc. fait appel aux techniques de production les plus avancées, notamment le forçage en milieu hydroponique, ce qui lui a permis d'innover en produisant des endives tout au long de l'année. En Europe, particulièrement en Belgique et en France où l'on cultive l'endive sur une grande échelle, il s'agit aujourd'hui encore d'une activité saisonnière.

Par ailleurs, une refonte de la structure financière de cette entreprise est présentement à l'étude suite à une entente intervenue entre l'actionnaire-gestionnaire de l'entreprise et la firme belge, S.A. Carmeuse, qui détient 50% de la compagnie. Celle-ci désirant se retirer, un nouveau partage de la propriété sera fait.

Snyder & Fils Inc.

En novembre 1985, Soquia consentait à cette entreprise un prêt d'actionnaire de 300 000 $ afin de regarnir son fonds de roulement réduit par suite d'un important projet d'expansion. Snyder & Fils Inc., dans laquelle Soquia détient 46,7% du capital-actions, est le premier fabricant québécois de légumes surgelés. Cette entreprise achève présentement un programme d'expansion de 3,6 $ millions qui fait doubler ses capacités de production et d'entreposage tout en lui permettant d'élargir sa gamme de légumes surgelés. Son usine, située à Bedford (Comté de Missisquoi), a une capacité de congélation de 10 500 kilogrammes/heure, ce qui en fait la plus importante usine du genre au Canada en excluant celles qui produisent des pommes de terre frites surgelées. Elle s'approvisionne de 150 producteurs agricoles québécois qui cultivent pour elle 1 500 hectares. Au cours des dernières années, Snyder & Fils Inc. est devenue le plus important utilisateur de légumes de transformation (notamment pour les haricots, les pois, le maïs) au Québec, devant les conserveries. Bien qu'il soit encore loin d'être pleinement développé, son impact sur la production agricole primaire est donc considérable.

Semico Inc.

Propriété à 45% de Soquia, cette entreprise a réalisé au cours de l'exercice 1985-1986 un important projet d'expansion et de diversification. Tout d'abord, Semico a acquis l'ensemble du capital-actions de Fertico Inc., entreprise de la région de Joliette spécialisée dans la fabrication d'engrais chimique. Cette opération a permis à Semico d'augmenter sensiblement sa présence dans un domaine où elle était relativement peu implantée auparavant. Par la suite, Semico se porta acquéreur des actifs d'un de ses concurrents dans le secteur des semences, Pédigrain Inc., en difficulté financière.

Semico a pu ainsi consolider sa position de chef de file dans le domaine des semences où elle contrôle aujourd'hui environ 20% du marché québécois. Bien que Soquia ne soit pas intervenue financièrement dans ces opérations, elle a secondé la direction de l'entreprise dans la planification et la réalisation de ces acquisitions.

FILIALES

Dans l'ensemble, les filiales de Soquia ont réalisé, au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 1986, les meilleurs résultats de leur histoire. À cet égard, ce sont surtout les filiales dites de service en milieu agricole qui se sont distinguées. En effet, autant au plan des revenus que des bénéfices nets, C.D.M.V. Inc., Usine de Congélation de Saint-Bruno Inc. et C.I.A.Q. Inc., ont connu une nette croissance au cours de la dernière année, poursuivant en cela la tendance amorcée il y a quelques années déjà.

C.D.M.V. Inc., le Centre de distribution de médicaments vétérinaires, a connu un nouveau sommet avec des ventes de 29 $ millions, en hausse de 17,9% sur l'exercice antérieur. Cette filiale, dont le marché se limitait à l'origine aux vétérinaires québécois, déborde largement les frontières québécoises depuis quelques années. Ainsi, 34% des ventes sont réalisées à l'extérieur du Québec, principalement en Ontario (16%). Au plan des résultats, C.D.M.V. Inc. termine l'année avec un bénéfice net de 1,2 $ million.

Usine de Congélation de Saint-Bruno Inc., la filiale de SOQUIA spécialisée dans la congélation et l'entreposage de bleuets, a elle aussi atteint de nouveaux sommets avec des revenus de services de 1,2 $ million et un bénéfice net de 235 000 $, respectivement en hausse de 32% et 72%. Cela est d'abord attribuable à l'excellente récolte de bleuets qu'a connue la région du Lac Saint-Jean en 1985. Cette entreprise n'est cependant pas étrangère à cette situation puisqu'elle s'est impliquée au cours des dernières années dans l'aménagement de bleuetières qui ont assuré environ 85% de la récolte en 1985, alors qu'il y a quelques années seulement, l'essentiel de cette production provenait de la récolte en forêt.

Au cours de l'exercice écoulé, les revenus du Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc. se sont élevés à 10,5 $ millions contre 8,5 $ millions l'année précédente, tandis que le bénéfice net de 3,5 $ millions représentait près du double du résultat de 1985. Cette remarquable augmentation tient essentiellement à l'excellente qualité des taureaux du Centre et au prix moyen élevé que leur semence commande sur les marchés. Fait à signaler, le Centre a vendu pour plus de 3,5 $ millions de semence du taureau Hanoverhill Starbuck, considéré à l'heure actuelle comme le meilleur géniteur de race Holstein au monde.

En revanche, les deux filiales de développement de Soquia, soit la Société québécoise des pêches et Bio-Agral, ont réalisé des résultats décevants. Elles ont en effet terminé l'année avec un déficit de 370 209 $ et 240 066 $ respectivement. Ces résultats s'expliquent dans les deux cas, ni l'une ni l'autre ne disposant encore d'un portefeuille de participations suffisamment étoffé pour leur assurer une source régulière de revenus. Aussi, afin d'alléger leurs frais d'administration, il fut décidé, à la fin de l'exercice, de consolider leurs activités avec celles de la société mère à Québec.

RÉSULTATS FINANCIERS

Au plan des résultats financiers, l'exercice terminé le 31 mars 1986 fut exceptionnel aussi bien pour Soquia sur une base non consolidée que pour ses filiales. D'une part, Soquia a dégagé de ses activités un bénéfice net de 35,1 $ millions après une provision pour perte de 5,8 $ millions. Cette performance exceptionnelle s'explique par la vente des intérêts que Soquia détenait dans Provigo Inc. qui lui a valu d'encaisser un bénéfice de 37,4 $ millions. Même en faisant abstraction de ce bénéfice exceptionnel, le dernier exercice financier aurait néanmoins été le meilleur de l'histoire de la Société en raison du fait que, dans l'ensemble, toutes les entreprises dans lesquelles Soquia détient une participation financière ont connu une bonne année sauf Pêches Nordiques Inc., dont les pêches de crevettes ont été défavorisées par une conjoncture particulièrement difficile.

Par ailleurs, les filiales de la Société ont connu une excellente année dégageant de leurs activités un bénéfice net regroupé de 4 236 000 $. Le bénéfice net consolidé de la Société a donc atteint 39,3 $ millions, ce qui lui a permis de verser au gouvernement du Québec un dividende de 37 $ millions le 31 mars 1986.

SITUATION ET PERSPECTIVES

L'industrie agro-alimentaire québécoise a connu une croissance remarquable au cours des quinze dernières années.

SOQUIA a contribué, et souvent de façon significative, à ce grand mouvement de mutations dans les structures de cette industrie. Elle s'enorgueillit d'avoir épaulé des industriels québécois qui ont su par leur entrepreneurship et leur esprit innovateur donner autant de dynamisme au principal secteur industriel du Québec.

Aujourd'hui, ces leaders de l'industrie se voient confrontés au grand défi de la rationalisation, condition « sine qua non » à la conquête des marchés.

Dans l'agro-alimentaire, plus qu'ailleurs peut-être, le « leadership » est fondé sur la maîtrise des techniques essentielles à la mise au point de nouveaux procédés ou de nouveaux produits aptes à répondre aux changements du mode de vie, des goûts et de la mentalité des consommateurs.

Dans cette grande bataille, à l'échelle des pays et même des continents, que se livrent maintenant les industriels pour la conquête des marchés, il faudra que ceux qui, au Québec, désirent assumer le leadership de leur secteur puissent compter sur des techniques ou des procédés administratifs nouveaux, générateurs de productivité et de compétitivité. Ils doivent également être en mesure de pousser plus loin la valorisation des produits finis issus de l'agriculture québécoise et leur commercialisation, autant sur les marchés d'exportation que domestique.

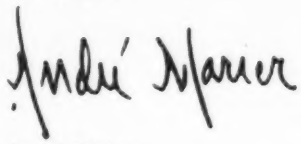
Si dans son ensemble le secteur agro-alimentaire québécois a connu une croissance considérable, de vastes pans de cette industrie méritent encore d'être développés.

Dans une large mesure, et pour l'immédiat, ces secteurs constituent en quelque sorte le nouvel horizon d'une agriculture qui, dans la plupart des domaines, évolue dans le cadre d'une gestion de l'offre ou dans celui de l'instabilité des prix des denrées. La poursuite du développement de l'agriculture et de la transformation des aliments passera, entre autres, par un véritable démarrage des cultures abritées; la rationalisation du secteur de la conserverie, sa diversification par la surgélation, le développement de plats préparés; la valorisation des sous-produits de l'abattage des animaux; ou encore par le développement des biotechnologies.

En bref, que ce soit par le biais des plus récentes techniques de production, la mise au point de produits nouveaux à haute valeur ajoutée ou l'informatisation des techniques de production et de gestion administrative, l'agriculture du Québec et son développement économique sont étroitement liés à la vitalité du secteur industriel agro-alimentaire. Les défis sont exaltants. Pour les relever avec succès, il faudra sans doute un effort concerté rassemblant autour d'objectifs clairement perçus les divers intervenants de la chaîne agro-alimentaire. À cet égard, les administrateurs de Soquia, fiers du travail accompli auprès des industriels du secteur depuis dix ans, constatent à l'expérience l'utilité de la mission d'appui de Soquia aux entreprises.

Au nom du Conseil d'Administration

Le Président



André Marier

Filiales

CDMV inc.

C.D.M.V. INC.

Cette année encore, le Centre de distribution de médicaments vétérinaires, C.D.M.V. Inc., a maintenu son rythme de croissance en réalisant des ventes de 23 $ millions et un bénéfice net de 1 158 000 $, ce qui représente des augmentations respectives de 17,9% et 22%.

L'accent fut mis, au cours de cette période, sur l'amélioration du service à la clientèle et la productivité des opérations. Ainsi, une nouvelle direction de marketing a été créée afin de cerner avec précision les besoins du marché et d'y répondre toujours mieux. Cette mesure s'imposait d'autant plus que le marché du Centre s'élargit constamment. Créé à l'origine pour répondre aux besoins des vétérinaires québécois traitant le cheptel agricole, le Centre a progressivement élargi sa clientèle, d'abord en s'adressant aussi aux vétérinaires spécialisés dans le traitement des petits animaux, puis en développant le marché des autres provinces canadiennes et de l'exportation. Aujourd'hui, le marché des vétérinaires pratiquant en milieu agricole québécois ne représente plus que 48% des ventes alors que 33% de celles-ci sont réalisées à l'extérieur du Québec.

Au chapitre de la productivité, l'exercice 1985-1986 a été caractérisé par une réorganisation interne touchant aussi bien la réception des marchandises que l'entreposage et l'expédition. Des dépenses en immobilisations d'environ 150 000 $ se sont ainsi ajoutées à celles encourues un an plus tôt lors de l'achat de la bâtisse et de son agrandissement. C.D.M.V. Inc. dispose maintenant d'installations physiques spacieuses et fonctionnelles qui vont lui permettre de poursuivre la croissance de ses affaires.

Par ailleurs, le Centre devra s'adapter à des changements de conditions de marché sur le territoire québécois par suite de l'adoption, le 20 août, du décret # 1684-85 qui établit une liste de médicaments vétérinaires qui ne peuvent dorénavant être obtenus que sur ordonnance d'un médecin vétérinaire. Ce décret stipule également que les médicaments vétérinaires pourront maintenant être vendus en pharmacie. Ces nouvelles dispositions ont d'ores et déjà provoqué de profondes mutations dans la structure de distribution de ces produits au Québec.

Prenant acte de l'évolution intervenue sur ses marchés, le Centre prépare à l'heure actuelle une brochure institutionnelle destinée à expliquer et à promouvoir l'ensemble de ses services tant au Québec que sur ses marchés extérieurs. Une nouvelle édition des versions en langue française et en langue anglaise du Compendium pharmacothérapeutique vétérinaire édité par le Centre est également en cours de rédaction.

Siège social:

Dr Paul Cusson, m.v.
Directeur général

Direction:

2999, Choquette
St-Hyacinthe
J2S 6H5

USINE DE CONGÉLATION DE ST-BRUNO INC.

Entreprise dite de service en milieu agricole, cette filiale de SOQUIA est spécialisée dans le conditionnement et l'entreposage de bleuets. Elle a aussi atteint de nouveaux sommets en 1985-1986 avec des revenus de 1,2 $ million, en hausse de 32%, et un bénéfice net de 235 000 $ contre 137 000 $ l'année précédente. Cette situation est le résultat de l'augmentation du volume de bleuets traités qui a été d'environ 4,5 millions de kg en regard de 3,2 millions de kg en 1984-1985. Cette croissance n'est cependant pas accidentelle, bien au contraire, car Usine de Congélation de St-Bruno Inc. a fortement contribué à cette augmentation de la récolte de bleuets dans la région du Lac St-Jean. En effet, en association avec divers intervenants, elle a contribué au développement des bleuetières aménagées qui ont fourni entre 85% et 90% de la récolte en 1985. Cela contraste avec la situation d'il y a quelques années alors que presque tous les bleuets traités étaient récoltés en forêt.

Dans cet ordre d'idées, la participation de 39% de l'usine dans l'entreprise Les Bleuets Sauvages du Québec Inc. lui a permis d'appuyer concrètement l'aménagement de 729 hectares de bleuetières dont la production s'ajoutera à la récolte 1986. On prévoit également aménager une superficie d'égale importance pour 1987.

C'est donc véritablement une industrie qui est en train de naître et de supplanter la récolte artisanale, ce qui devrait mener la production à une croissance graduelle moins assujettie aux variations climatiques et aux conditions de marché.

Outre la congélation et l'entreposage de bleuets qui assurent pour l'instant 90% des revenus de l'entreprise, celle-ci répond aux besoins de différents utilisateurs de la région en entreposant viandes, volailles, pâtisseries et crèmes glacées. Dans le but de répondre à la demande croissante de ceux-ci autant qu'à celle de son marché primaire, Usine de congélation de St-Bruno Inc. a doublé, au cours de la dernière année, sa superficie d'entreposage en faisant l'acquisition d'un bâtiment situé à courte distance de l'usine.

Siège social:

698, Mélançon
St-Bruno
Lac St-Jean, Québec
G0W 2L0

Direction:

Jeannot Côté
Directeur général

CENTRE D'INSÉMINATION ARTIFICIELLE DU QUÉBEC (C.I.A.Q.) INC.

Le centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc. a atteint de nouveaux sommets au cours de l'exercice 1985-1986 avec des ventes de 10,1 $ millions, comparativement à 8 $ millions au cours de l'exercice précédent, et un bénéfice net de 3,5 $ millions, soit près du double de l'an dernier. Ces résultats exceptionnels sont largement attribuables aux succès qu'ont remporté sur les différents marchés les meilleurs taureaux reproducteurs du Centre. En fait, le Centre a vendu pour plus de 3,5 $ millions de semences de son meilleur taureau «Starbuck». Par ailleurs, ses onze taureaux les mieux cotés ont permis de réaliser des ventes totales de 7,4 $ millions, soit 68,5 % des revenus totaux du Centre.

Si ces données illustrent l'excellent potentiel génétique de cet établissement, elles montrent également sa vulnérabilité compte tenu de l'importance des taureaux vedettes sur les résultats. C'est pourquoi le Centre a, au cours de la dernière année, intensifié son programme de remplacement et d'amélioration de son cheptel reproducteur afin de conserver son «leadership». Ainsi, 161 jeunes taureaux furent acquis pour un investissement total de 627 234 $. En plus, le Centre détient des options sur une centaine d'autres jeunes sujets. Par ailleurs, un nombre record de 125 taureaux a été inscrit au programme d'épreuve de progéniture (P.E.P.) qui vise à identifier les meilleurs sujets de remplacement. Ce programme, qui met à contribution les éleveurs sur une base de participation volontaire, permet d'établir pour chaque taureau sous épreuve des statistiques de performance basées sur les caractéristiques et rendements laitiers de sa progéniture femelle.

Le programme Progénie, qui détermine par analyse informatique les meilleurs taureaux reproducteurs pour chaque vache d'un troupeau, a également connu son essor au cours du dernier exercice puisque 754 troupeaux additionnels furent analysés, ce qui porte à plus de 1 000 leur nombre depuis le lancement de ce programme en mai 1984.

Au plan du développement technologique, le Centre a mis sur pied, au cours de la dernière année, une station de transplantation embryonnaire désignée sous le nom de Boviteq. Aménagée au coût d'environ 250 000 $, cette station comprend un laboratoire et une étable moderne pouvant accueillir 35 donneuses. Le Centre débutera donc prochainement la commercialisation d'embryons congelés produits aussi bien par sa station que par d'autres organisations.

Enfin, C.I.A.Q. Inc. a achevé la première phase de son programme d'expansion en inaugurant trois nouvelles étables implantées sur un nouveau site à Sainte-Madeleine. Ces installations permettront, notamment, de diviser le troupeau en deux groupes pour des raisons sanitaires et de sécurité. La nouvelle station pourra ainsi obtenir un statut sanitaire distinct et ainsi mieux satisfaire aux normes rigoureuses de l'exportation. Avec la réalisation de ce projet, les investissements en nouvelles immobilisations et en animaux reproducteurs ont atteint près de 3,1 $ millions en 1985-1986. Cette somme a été financée à même le fonds de roulement du Centre.

Siège social:

3450, Sicotte
St-Hyacinthe, Québec
J2S 7N1

Direction:

Robert Chicoine
Directeur général

Société québécoise des pêches

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES PÊCHES

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 1986, la Société québécoise des pêches a surtout consacré ses efforts à l'établissement, sur une base solide, de deux entreprises dans lesquelles elle avait pris une participation l'année précédente. En effet, la Société s'est beaucoup impliquée dans la mise en opération de l'usine ultra-moderne de Société des pêches de Newport Inc., dans la Baie des Chaleurs, puis dans la gestion de Pêcheries Gaspésiennes Inc. qui, à sa deuxième année d'opération, a commencé à desservir le marché du poisson frais au Québec. Ces deux entreprises ont connu beaucoup de succès au cours de la dernière année.

Parallèlement, la Société a étudié plusieurs projets aux implications fort diverses dans le domaine des pêches. Quelques-uns de ces dossiers ont été retenus pour étude plus approfondie, notamment ceux concernant l'implantation d'une usine de première transformation sur la Côte-Nord, l'établissement d'une entreprise de seconde transformation en Gaspésie (mets préparés et en conserve à base de poisson) et la fabrication de simili crabe dans la région de Montréal.

Au plan des résultats, ce dernier exercice financier de Société québécoise des pêches s'est soldé par un déficit d'opération de 370 000 $. Cela découle du fait que la Société est encore associée à un nombre restreint d'entreprises dont aucune n'est, pour l'instant, en mesure de verser des dividendes. Compte tenu de cette situation, Soquia décidait à la fin de l'exercice de fermer les bureaux que cette filiale partageait avec Bio-Agral à Montréal et ainsi de ramener toutes les opérations de Société québécoise des pêches au siège social à Québec. Des économies appréciables pourront ainsi être réalisées au cours des prochaines années.

Il fut également décidé de regrouper sous une seule direction toutes les activités de pêche de Soquia. Dans ce domaine, celle-ci a entrepris, au cours de la dernière année, la restructuration financière et administrative de Pêches Nordiques Inc. qui exploite les deux crevettiers-usines M/V Lumaaq et M/V Kristina Logos. Cette entreprise basée à Matane est pour l'instant détenue majoritairement par Soquia. Ces deux chalutiers sont présentement les seuls de la flotte québécoise à pêcher à l'extérieur du golfe Saint-Laurent dans la zone des deux cent milles du plateau continental. C'est donc une expertise considérable qu'est en train d'acquérir cette entreprise qui a déjà franchi des étapes importantes en matière de gestion d'une flotte et de pêche dans des conditions particulières, notamment au cours de la période d'hiver, ce qui est nouveau pour ce secteur au Québec.

Soquia détient également 42,3 % de Madelipêche Inc., l'entreprise des Îles-de-la-Madeleine. Celle-ci a connu une saison difficile en 1985 en raison surtout d'un faible volume d'approvisionnement de sébaste, la principale espèce qu'elle traite. Quant à Les Crustacés de Gaspé Ltée, détenue à 30 % par Soquia, le dernier exercice financier fut couronné de succès et celui qui vient s'annonce également très bien.

Siège social:

2, Parc Samuel Holland,
bureau 284
Québec (Québec)
G1S 4S5

Direction:

Pierre P. Tellier (*)
Président,
directeur général

* M. Tellier a quitté la direction de Société québécoise des pêches au début de l'exercice 1986-1987.

bio-agral

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES BIOTECHNOLOGIES AGRO-ALIMENTAIRES (BIO-AGRAL)

La Société québécoise des biotechnologies agro-alimentaires (BIO-AGRAL) a complété son deuxième exercice financier le 31 mars 1986.

Cette période a surtout été consacrée à scruter quelques secteurs industriels susceptibles de constituer des pôles de développement pour les biotechnologies agro-alimentaires. Ainsi, la Société a réalisé des études techniques et de marché portant notamment sur la fabrication de vaccins vétérinaires, la production de champignons, la mise au point de biofertilisants et biopesticides, l'utilisation de la technique de micropropagation «in vitro» et la transformation des pommes de terre déclassées. Bio-Agral a aussi appuyé de son expertise les autres entreprises du groupe Soquia faisant appel aux biotechnologies, comme Semico Inc., pour la mise au point de nouveaux cultivars de céréales et le Centre d'insémination artificielle du Québec pour l'établissement de sa station de transplantation embryonnaire. Parallèlement, le personnel de Bio-Agral a poursuivi ses démarches auprès des chercheurs des milieux gouvernementaux, universitaires et industriels afin de promouvoir le mandat de la Société et d'identifier avec eux des avenues de développement.

Malgré toutes ces démarches, Bio-Agral n'a pu concrétiser aucune association avec des entreprises du secteur au cours de la dernière année. Quelques projets à l'étude démontrent cependant beaucoup de potentiel et pourraient être appuyés d'une participation financière de Bio-Agral le moment venu.

Au plan des résultats, Bio-Agral termine l'exercice financier avec un déficit de 240 000 $. Cela est dû essentiellement à l'absence de fonds propres et de participations financières pouvant assurer des revenus réguliers. Conscient du fait que cette filiale pourrait prendre encore quelques années avant de disposer de ces pré-requis à la rentabilité, il fut décidé à la fin de l'exercice financier de fermer le bureau de Montréal, que Bio-Agral partageait avec la Société québécoise des pêches, et de ramener toutes les opérations au siège social à Québec. Cette mesure réduira sensiblement les frais d'administration de Bio-Agral.

Siège social:

2, Parc Samuel Holland,
bureau 284
Québec, QC
G1S 4S5

Direction:

Jean-Marc Billy
Président,
directeur général

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUIA au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

Robert Noël

Robert Noël, C.A.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 29 mai 1986

(L.R.Q., chapitre S-21)
BILAN AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	**12 821 912**	2 443 658
Débiteurs	**14 202**	7 020
Intérêts courus et dividendes à recevoir (note 3c)	**360 283**	302 581
Versements de capital sur les placements échéant en deçà d'un an (note 3a et b)	**559 300**	462 300
	13 755 697	3 215 559
Placements		
Filiales en propriété exclusive (notes 3a et 4)	**21 374 205**	16 821 774
Participations au capital-actions et prêts (note 3b et c)	**27 023 688**	38 007 180
	48 397 893	54 828 954
Immobilisations (note 5)	**83 403**	92 723
	62 236 993	58 137 236

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
André Marier
Léo J. Marquis

	1986	1985
	$	$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	**138 169**	65 612
Provision pour réclamations — garanties d'emprunts bancaires (note 6)	**495 000**	408 000
Emprunt bancaire	**—**	2 360 000
	633 169	2 833 612
Avances du gouvernement du Québec	**300 000**	300 000
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 7)		
Autorisé		
850 000 actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune		
Émis et payé		
558 000 actions (518 000 actions en 1985)	**55 800 000**	51 800 000
Actifs cédés à titre gratuit par le gouvernement en placements dans les filiales	**9 540 201**	9 540 201
Déficit	**(4 036 377)**	(6 336 577)
	61 303 824	55 003 624
	62 236 993	58 137 236

(L.R.Q., chapitre S-21)
RÉSULTATS ET DÉFICIT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
REVENUS DE PLACEMENTS		
Bénéfice net (perte nette) des filiales (note 4)		
C.D.M.V. Inc.	1 157 039	949 434
Usine de congélation de St-Bruno Inc.	234 977	136 905
Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc.	3 454 380	1 748 188
Société québécoise des pêches	(370 209)	(163 182)
Société québécoise des bio-technologies agro-alimentaires — BIO-AGRAL	(240 066)	(200 367)
	4 236 121	2 470 978
Intérêts	2 533 476	2 154 328
Dividendes	2 556 790	2 376 231
Gain sur disposition de participations au capital-actions	75 000	891 683
Autres revenus	48 471	31 915
	9 449 858	7 925 135
PROVISION POUR PERTES		
Participations au capital-action et prêts incluant intérêts courus et à recevoir (note 3 c)	5 723 805	4 804 205
Garanties d'emprunts bancaires (note 6)	87 000	(61 000)
	5 810 805	4 743 205
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	760 801	689 736
Services professionnels et administratifs	134 374	116 459
Loyer et entretien des locaux	119 681	116 947
Frais financiers	237 961	278 079
Divers frais	447 603	196 801
Amortissement des immobilisations	31 863	30 698
	1 732 283	1 428 720
BÉNÉFICE AVANT POSTE EXCEPTIONNEL	1 906 770	1 753 210
Gain à la vente d'un placement coté en bourse	37 393 430	—
BÉNÉFICE NET	39 300 200	1 753 210
DÉFICIT AU DÉBUT	6 336 577	8 089 787
Bénéfice net	39 300 200	1 753 210
	32 963 623	6 336 577
Dividende au ministre des Finances	37 000 000	—
DÉFICIT À LA FIN	4 036 377	6 336 577

(L.R.Q., chapitre S-21)
ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net de l'exercice	**39 300 200**	1 753 210
Éléments sans incidence sur les liquidités		
Bénéfice net des filiales	**(4 236 121)**	(2 470 978)
Provision pour pertes sur participations au capital-actions et prêts	**5 377 815**	3 833 518
Gain sur aliénations de participations au capital-actions	**(37 468 430)**	(891 683)
Gain sur aliénations d'immobilisations	**(1 412)**	—
Amortissement des immobilisations	**31 863**	30 698
Fonds générés par les opérations	**3 003 915**	2 254 765
Variation des actifs et passifs à court terme hors liquidités	**(2 327)**	(277 525)
Fonds générés par les activités d'exploitation	**3 001 588**	1 977 240
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Aliénations de participations au capital-actions et remboursements de prêts	**49 208 300**	4 375 794
Placement dans des filiales en propriété exclusive	**(316 310)**	(2 753 770)
Participations au capital-actions et prêts consentis	**(6 134 193)**	(8 356 705)
Acquisitions d'immobilisations	**(30 131)**	(28 803)
Produit d'aliénations d'immobilisations	**9 000**	—
Fonds absorbés par les activités d'investissement	**42 736 666**	(6 763 484)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de capital-actions	**4 000 000**	5 400 000
Dividende au ministre des Finances	**(37 000 000)**	—
Fonds générés (absorbés) par les activités de financement	**(33 000 000)**	5 400 000
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS AU COURS DE L'EXERCICE	**12 738 254**	613 756
LIQUIDITÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	**83 658**	(530 098)
LIQUIDITÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	**12 821 912**	**83 658**

Les liquidités de la Société comprennent l'encaisse et les dépôts à terme diminués de l'emprunt bancaire.

(L.R.Q., chapitre S-21)

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1986

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUIA, constituée par une loi spéciale, est une compagnie à fonds social et elle a pour objets:

— de favoriser l'implantation, la modernisation, l'expansion, le développement, la consolidation ou le regroupement des industries du secteur alimentaire;

— de participer ou d'intervenir dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation de tout produit relié au secteur agricole ou alimentaire ou aux pêcheries commerciales.

Les activités de SOQUIA se caractérisent principalement par l'acquisition d'actions et l'octroi de prêts d'actionnaire à des entreprises actives dans le secteur agro-alimentaire québécois. Les actions de SOQUIA font partie du domaine public du Québec et sont attribuées au ministre des Finances.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de SOQUIA ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements

Filiales

Les participations de SOQUIA dans ses filiales en propriété exclusive soit C.D.M.V. Inc., Usine de congélation de St-Bruno Inc., Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc., Société québécoise des pêches et Société québécoise des biotechnologies agro-alimentaires — BIO-AGRAL sont présentées à la valeur de consolidation.

Les états financiers de ces filiales en propriété exclusive ne sont pas consolidés avec ceux de SOQUIA vu que la direction de cette dernière considère que la présentation à la valeur de consolidation permet à son actionnaire unique d'analyser distinctement les activités des filiales de celles de SOQUIA.

Participations au capital-actions

Les participations au capital-actions sont présentées à leur valeur d'acquisition. Ces participations ne dépassent pas à l'origine 50 % du capital-actions de l'entreprise faisant l'objet d'une intervention financière de SOQUIA. Si, par la suite, SOQUIA en acquiert le contrôle effectif pour la protection de son placement ou pour assurer la continuité d'un projet d'intervention, la participation continue d'être présentée au coût sous ce même poste au bilan.

Provision pour pertes sur participations au capital-actions et prêts

La provision pour pertes sur les participations au capital-actions est établie par évaluation de chacune des participations au moindre du coût ou de leur valeur de réalisation estimative. Pour les prêts, la provision est établie en évaluant la perte anticipée pour chaque compte présentant des difficultés majeures de perception.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'acquisition et elles sont amorties selon les méthodes suivantes:

	Taux	Méthode
Mobilier et équipement	20 %	Solde dégressif
Véhicule	25 %	Solde dégressif
Équipement informatique	20 %	Solde dégressif
Logiciel	20 %	Linéaire
Améliorations locatives	—	Durée du bail

Régime de retraite

La contribution de l'employeur au régime de retraite des employés de la Société est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée aux états financiers.

3. PLACEMENTS

	1986	1985
	$	$
a. Filiales en propriété exclusive — à la valeur de consolidation		
C.D.M.V. Inc.		
Actions ordinaires — au coût	**1 750 000**	1 750 000
Bénéfices non répartis	**4 055 394**	2 898 355
	5 805 394	4 648 355
Usine de congélation de St-Bruno Inc.		
Actions ordinaires — au coût	**1 064 473**	1 064 473
Bénéfices non répartis	**660 891**	425 914
Prêt	**200 000**	—
	1 925 364	1 490 387
Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc.		
Actions ordinaires — au coût	**6 024 111**	6 024 111
Bénéfices non répartis	**5 654 212**	2 199 832
	11 678 323	8 223 943
Société québécoise des pêches		
Actions ordinaires — au coût	**2 650 000**	2 650 000
Déficit	**(657 056)**	(286 847)
Avances	**112 613**	76 083
	2 105 557	2 439 236
Société québécoise des bio-technologies agro-alimentaires — BIO-AGRAL*		
Déficit	**(440 433)**	(200 367)
Avances	**—**	220 220
Prêt	**500 000**	—
	59 567	19 853
	21 574 205	16 821 774
Versements échéant en deçà d'un an	**200 000**	—
	21 374 205	16 821 774

* Société constituée en vertu de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires. Au 31 mars 1986, aucune action de son capital-actions n'avait été émise.

	1986	1985
	$	$
b. Participation au capital-actions et prêts — au coût		
Actions ordinaires		
Cotées en bourse	—	10 845 570
Non cotées en bourse* **	**20 724 493**	20 824 491
	20 724 493	31 670 061
Actions privilégiées**	**9 745 236**	1 240 990
	30 469 729	32 911 051
Débentures et prêts	**7 908 870**	15 544 230
	38 378 599	48 455 281
Versements échéant en deçà d'un an	**359 300**	462 300
	38 019 299	47 992 981
Provision pour pertes	**10 995 611**	9 985 801
	27 023 688	38 007 180
c. Provision pour pertes sur participations au capital-actions et prêts (incluant intérêts courus et à recevoir)		
Solde au début	**11 933 915**	7 219 710
Radiations de l'exercice:		
Participations au capital-actions	**558 292**	—
Prêts	**5 001 853**	90 000
Intérêts courus et à recevoir sur prêts	**1 027 787**	—
	6 587 932	90 000
	5 345 983	7 129 710
Provision de l'exercice		
Participations au capital-actions	**5 017 815**	1 168 668
Prêts	**360 000**	2 664 850
	5 377 815	3 833 518
Intérêts courus et à recevoir sur prêts	**345 990**	970 687
	5 723 805	4 804 205
Solde à la fin	**11 069 788**	11 933 915
La provision pour pertes est déduite des postes du bilan comme suit:		
Participations au capital-actions	**10 635 611**	3 262 550
Prêts	**360 000**	6 723 251
	10 995 611	9 985 801
Intérêts courus et dividendes à recevoir	**74 177**	1 948 114
	11 069 788	11 933 915

* Au 31 mars 1986, une provision pour perte de 10 635 621 $ (1985: 3 262 550 $) est pourvue sur ces actions ordinaires. À la date de fermeture de chacune des entreprises concernées, ces actions avaient une valeur comptable de 32 933 500 $ (1985: 30 896 900 $).

** Des subventions de 947 210 $ (1985: 400 000 $) du gouvernement du Québec ont été déduites du coût de ces placements dont 100 000 $ (1985: 50 000 $) des actions ordinaires et 847 210 $ (1985: 350 000 $) des actions privilégiées.

4. DONNÉES FINANCIÈRES SOMMAIRES DES FILIALES EN PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE (en milliers de dollars)

	C.D.M.V. Inc.	Usine de congélation de St-Bruno Inc.	Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc.	Société québécoise des pêches	BIO-AGRAL	Total 1986	Total 1985
	$	$	$	$	$	$	$
Bilan au 31 mars							
Actif à court terme	6 842	656	6 203	71	58	**13 830**	12 193
Placements	—	65	—	2 150	—	**2 215**	2 207
Immobilisations au coût amorti	1 515	1 322	6 509	43	18	**9 407**	6 955
Autres actifs	—	—	1 248	—	—	**1 248**	1 482
	8 357	2 043	13 960	2 264	76	**26 700**	22 837
Passif à court terme							
Envers des tiers	2 552	118	1 795	158	16	**4 639**	5 054
Envers SOQUIA	—	200	—	—	—	**200**	—
Dette à long terme							
Envers des tiers	—	—	487	—	—	**487**	962
Envers SOQUIA	—	—	—	113	500	**613**	296
Avoir de l'actionnaire SOQUIA:							
Capital-actions	1 750	1 064	6 024	2 650	—	**11 488**	11 488
Bénéfices non répartis (Déficit)	4 055	661	5 654	(657)	(440)	**9 273**	5 037
	8 357	2 043	13 960	2 264	76	**26 700**	22 837
Résultats et bénéfices non répartis (déficit) de l'exercice							
Ventes	29 007	1 188	10 817	53	6	**41 071**	34 250
Bénéfice brut	3 971	436	10 817	53	6	**15 283**	12 279
Frais d'opération et de gestion déduction faite des autres revenus	2 814	201	7 363	423	246	**11 047**	9 808
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	1 157	235	3 454	(370)	(240)	**4 236**	2 471
Bénéfices non répartis (déficit) au début	2 898	426	2 200	(287)	(200)	**5 037**	2 566
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin	4 055	661	5 654	(657)	(440)	**9 273**	5 037

5. IMMOBILISATIONS

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Mobilier et équipement	144 341	95 819	48 522	56 273
Véhicule	23 661	5 754	17 907	7 750
Équipement informatique	23 364	8 077	15 287	17 018
Logiciel	1 462	584	878	1 170
Améliorations locatives	50 426	49 617	809	10 512
	243 254	159 851	83 403	92 723

6. PROVISION POUR RÉCLAMATIONS — GARANTIES D'EMPRUNTS BANCAIRES

	1986	1985
	$	$
Solde au début	408 000	479 000
Exécution de garanties	—	10 000
	408 000	469 000
Provision de l'exercice	87 000	(61 000)
Solde à la fin	495 000	408 000

La Société est caution pour un montant maximum de 6,2 millions $ au 31 mars 1986 (31 mars 1985 — 1,8 million $) pour des emprunts bancaires et des dettes à long terme de certaines entreprises dans lesquelles SOQUIA ou une de ses filiales détient une participation.

Au 31 mars 1986, les soldes des emprunts bancaires et des dettes à long terme de ces entreprises, faisant l'objet de ces garanties, étaient de 2,6 millions $.

7. CAPITAL-ACTIONS

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 $. Au cours de l'exercice, la Société a reçu 4 000 000 $ en paiement de 40 000 actions, portant son capital-actions émis et payé à 55 800 000 $.

Le solde du capital-actions autorisé et non-souscrit, soit 29 200 000 $, sera payé selon les besoins de la Société, en un ou plusieurs versements avec l'approbation préalable du gouvernement.